

"L'Indépendance Economique du Canada Français"

UN économiste distingué, M. Errol Bouchette vient de publier un livre excellent : "L'Indépendance économique du Canada Français". M. Errol Bouchette est un patriote, un patriote inquiet, prévoyant et renseigné. Il a beaucoup lu et beaucoup médité. Il craint pour l'avenir de sa race et voudrait montrer à son peuple les voies à suivre et les écueils à éviter.

C'est un noble souci dont les Canadiens lui doivent savoir gré.

Les questions agitées dans "L'Indépendance Economique du Canada", sont graves, compliquées, et touffues; certaines sont d'intérêt mondial, elles sont peut-être traitées d'un façon un peu obscure, d'autres, d'intérêt particulier sont plus claires, l'auteur, familier avec son sujet, semble plus à l'aise.

D'ailleurs analysons le livre. Le Canada occupe dans l'Empire britannique la situation d'un associé autonome, et grâce à l'admirable compréhension qu'a l'Angleterre des nécessités de ses colonies, le Dominion peut développer en paix ses richesses incalculables, mais, il a un excellent voisin dont il faut se méfier.

Notre cousin Jonathan nous guette de l'autre côté de la frontière, et s'il ne nous conquiert pas par les armes, il pourrait bien arriver qu'il le fit par le poids de ses dollars et la puissance de ses trusts.

Ce serait déplorable pour nous et pour l'Europe.

L'équilibre américain ne peut être maintenu que par un Canada indépendant et puissant.

Pour que le Canada prenne toute l'ampleur qui lui est réservée, nous devons bravement envisager les solutions possibles des grands problèmes économiques et sociaux qui agitent actuellement le monde.

Notre constitution s'y prête admirablement.

La population française du Canada s'est accrue d'une façon remarquable, malheureusement, si les Canadiens français ont grandi en nombre, ils n'ont pas grandi en influen-

ce économique. Ce groupe souffre d'un manque de développement industriel.

Ceci est dû en grande partie à l'apathie de la classe agricole, au défaut de connaissances pratiques et à une instruction primaire mal comprise. Le manque de capitaux à qui l'on attribue généralement cette situation est plus apparent que réel. Un des plus déplorables résultats de cet état de choses a été l'émigration d'un grand nombre de nos compatriotes. Enorme capital humain, perdu au moins momentanément, pour nous.

Cependant les Canadiens-français sont parfaitement aptes aux entreprises industrielles; ils sont inventifs adroits et ingénieux.

Leur mélange avec l'élément anglo-saxon ne peut qu'être profitable; ils en acquerront des qualités qui leur manquent. Pour pallier aux inconvénients signalés, il faudrait modifier l'éducation nationale des Canadiens et leur instruction.

Des éléments de connaissances industrielles pratiques devraient être donnés aux enfants dès l'école primaire. Ces études seraient complétées dans des écoles industrielles et des écoles techniques et recevraient leur définitif perfectionnement dans des écoles de Haute Science.

Au moyen de bourses d'études obtenues au concours, les jeunes gens d'élite mais sans fortune pourraient parvenir aux échelons les plus élevés, tout comme leurs camarades mieux dotés.

De ces écoles sortiraient à la fois, suivant le degré qu'ils auraient pu atteindre, des ouvriers renseignés, des contre maîtres habiles et des capitaines d'industries armés, pour la lutte.

L'exemple nous a été donné par la France et l'Allemagne où ce système, sous des formes diverses, est admirablement organisé.

Cette question de l'éducation réglée reste la politique industrielle:

Notre principal actif est la forêt. Sous le régime actuel, on la pille sans

scrupules et si cela continue nous serons à un moment donné au bout de nos richesses.

Il faudrait donc avoir une politique forestière assurant à la fois l'exploitation raisonnable, qui nous fournirait les revenus dont nous devons impérieusement besoin, et la conservation en vue de l'avenir.

Ce double but pourrait être atteint par la création d'une puissante Société forestière sous le contrôle du gouvernement un peu dans le genre de la Société d'industrie laitière.

Cette société, aux pouvoirs très étendus, organiserait des écoles de sylviculture et d'industries forestières sur divers points du territoire, écoles qui nous fourniraient les experts dont nous avons besoin.

Elle surveillerait, au moyen d'inspecteurs, les fabriques de pulpe, pâte de bois, etc., etc., et assurerait ainsi la qualité et l'unification de ces produits. Une caisse populaire serait créée et jouerait le rôle de banque auprès des industries qui surgiraient forcément autour de cette Société qui en faciliterait l'éclosion.

Le régime de vente des terres de la couronne serait modifié, en ce sens que des clauses spéciales obligerait les acquéreurs à aménager leurs bois ainsi qu'il est fait en Europe, par coupes réglées, donnant un revenu constant. La colonisation serait encouragée en faisant des colons tout à la fois des propriétaires de petites forêts qu'ils devraient conserver en bois et exploiter suivant le principe cité plus haut, et des associés des manufactures de pulpe installées dans leur rayon, à peu près à la manière des patrons de beurreries.

Le résultat d'une telle organisation ferait de nous, le premier peuple forestier du monde, rappellerait nos compatriotes émigrés et développerait notre industrie sans attirer les ouvriers dans les centres pestilentiels que sont les grandes villes manufacturières. Etant forts et organisés, nous serions à l'abri des coups de main du Capital américain. Telle est en substance, assez mal résumée d'ailleurs et débarrassée de tout hors d'œuvre, l'idée générale du livre de M. Bouchette.

C'est une idée très saine et tous les bons esprits vraiment canadiens admettront qu'elle est juste.

Il est vrai que l'instruction primaire laisse à désirer et que la créa-